

### Le temps des fêtes?

**A** Paris, rue de la Paix, la nouvelle boutique Cartier vient de s'ouvrir! Parures exclusives, *diamond of the South* (261,24 carats)! Vedettes de la télé, du cinéma et autres VIP. Le Vif-Weekend se pâme devant la foule glamourouse: *l'opulence se lit dans chaque regard!*

Aux portes de la ville, dans le même temps, couvent le désespoir et la révolte. Et sous les ponts de la Seine et autour des gares bruxelloises, Samu, Médecins du Monde et autres ONG distribuent tentes et couvertures aux laissés pour compte. « *Si l'économie générale de la société produit plus d'inégalité qu'elle ne produit d'égalité, écrit Roland De Bodt (1), ce régime (...) s'éloigne de ce que nous nommons la démocratie et devient, dans les faits et sous couvert de démocratie, une oligarchie, composée d'un petit nombre de familles qui ne cessent de s'enrichir au détriment des plus pauvres* »...

2005 s'éloigne doucement. On ne la regrettera pas. Les hebdomadaires et journaux télé en font la chronique. Pour 2006, on vous souhaite le meilleur! Rêvons? Par exemple une année où l'on cesserait de se rendre aux intérêts des fous de pouvoir, des fous de richesse et autres fous de dieu(x)! Où même les fleurs et la musique ne seraient plus un luxe. Où l'air vicié des décharges, les zones contaminées par l'uranium appauvri, les eaux polluées par les rejets chimiques ou mazoutés ne seraient que mauvais souvenirs. Où les institutions - internationales, nationales ou autres - tout entières au service de la société, se mettraient à éradiquer la pauvreté... Ça ne se fera pas tout seul. Il faudra entrer en résistance(s)...

Certains de nos élus, qui croient connaître nos vraies valeurs, ont des scénarios plus simples et nous assurent qu'en bonne logique le Tour de France et le Giro doivent s'élancer de nos vertes collines! Mieux: subjugués par des hommes d'affaires peu scrupuleux, ils s'acharnent à nous convaincre de sauver - à tout prix - *le plus beau circuit du monde*. Tant pis pour la paix des forêts. Les Belges approuvent, affirment les sondages. Évidemment, ce sera au détriment d'autre chose. De la pratique du sport en amateur, ou à l'école, par exemple. Ou de la culture.

La culture n'apparaît guère ci-dessus? Nous en parlerons d'autre part. *Des états généraux*, notamment... Il n'empêche. La culture étant - au fond - politique, et celle-ci parfois culturelle, nous sommes bien dans notre rôle! Toute personne concernée par la culture doit l'être aussi par les enjeux de société. Elle aurait même, en ce domaine, le devoir d'ingérence!

Georges Vercheval

(1) extrait de *Démocratie et droits fondamentaux*, Roland de Bodt, Mons, éd. Le Chariot, 2005



Marin Strebelle, *La troisième colonne*, 2005

# 15

n°15 janvier-février-mars 2006

## Sommaire

- Focus Jeunes \_\_\_\_\_ 2-5
  - Jeunesse: Provocation et citoyenneté
  - Service de la Jeunesse et perspectives
  - Que sont l'adolescence et la jeunesse d'aujourd'hui?
  - Chaque société a la délinquance qu'elle engendre
  - Amnesty
  - Samarcande? ... d'Amin Maalouf?
- Art et Solidarité \_\_\_\_\_ 6-7
  - CPAS: journées de rencontre
  - Un excellent analyseur
  - Comment faire?
- Culture ET Démocratie \_\_\_\_\_ 8
  - Culture contemporaine et démocratie
- Art et Société \_\_\_\_\_ 9-12
  - Atlas
  - Les réseaux culturels
  - La censure n'est plus ce qu'elle était
  - États généraux. A propos des conclusions
- Côté « images » \_\_\_\_\_ 12
  - Marin Strebelle

Suite aux récentes émeutes dans les banlieues françaises et dans le cadre des projets menés avec le soutien de la Cera à la prison d'Iffre (où septante-cinq pour cent de la population a moins de trente ans) et dans une école professionnelle de Mons, Culture et Démocratie a choisi de se pencher sur ces *jeunes en marge*. Qui sont-ils? Pourquoi ce malaise, ce mal-être? Quelle société leur propose-t-on? Quelle est leur culture? Quel rôle la culture et l'art auraient-ils à jouer, pourquoi et comment?

Le sujet est vaste et les questions nombreuses. Nous avons choisi d'ouvrir le débat en donnant la parole à des jeunes, des artistes, des associations et des personnes travaillant avec et pour les jeunes.

# JEUNESSE: PROVOCATION ET CITOYENNETÉ

**N**e pratiquons pas la langue de bois: les signaux les plus visibles de la plupart des questions sociales posées avec acuité sont émis par les jeunes et bien souvent avec hargne. Non seulement ce n'est que logique, (et cela de tout temps) mais de plus c'est sain; une jeunesse indifférente, soumise ou raisonnable, ce serait la fin de tout. Le constat est patent, une grande part de la jeunesse, et en particulier dans les quartiers populaires, est touchée de plein fouet par plusieurs crises combinées au sein des sphères scolaires, familiales et socio-économique: crise des valeurs, déracinement culturel, changements profonds de société, crise de la transmission, j'en passe, et on voudrait le calme!

Dans ce tableau lourd, étant « animateur culturel », écoeuré par ma propre anxiété et celle de mes amis devant cette bien nommée *insécurité*, j'ai décidé il y a 15 ans de ne plus vivre ma ville en victime, mais en acteur et donc d'ouvrir les yeux, les oreilles et l'esprit « autrement ». Par choix, j'ai cherché, découvert des talents, rencontré de nouveaux cercles d'amis, apprécié des styles de vie et des démarches artistiques dont j'avais jusque là ignoré le degré d'élaboration. Le positif se dissimulait derrière des apparences qualifiées de nuisances publiques: j'ai cessé de ne voir que des gesticulations agressives, de n'entendre que des ànonnements simplistes ou du bruit, là où de jeunes personnes tentaient de construire un univers, d'écrire, de peindre, de composer de la musique, de danser, mais selon une sensibilité vive dont les codes et les présupposés nous avaient échappé. Ainsi me suis-je initié au rap, aux graffitis, à la break dance, aux mixages des DJ et à toute cette rage créative partie des banlieues et du bas de la ville, mais qui monte aujourd'hui à l'assaut des beaux quartiers.

Ces jeunes formes d'expression brutes, souvent provocantes, ont longtemps agacé (et agacent encore souvent, voire effraient) côte à côte la majorité bien pensante et les élites culturelles (fussent-elles « d'avant-garde »), qui les associaient au vandalisme, à la violence, à la drogue et à une indigence tant matérielle qu'intellectuelle. Nous devons à quelques artistes habiles comme MC Solaar, IAM, ou en Belgique, Starflam, ainsi qu'à l'engagement obstiné d'une poignée d'idéalistes, d'avoir permis de pratiquer quelques brèches dans un consensus terriblement conservateur.

Or, à l'inverse, ces jeunes cultures remuantes et fragiles sont paradoxalement des chances

pour nous, des gestes civilisateurs au milieu d'un chaos dont on a pu mesurer l'ampleur ces derniers mois dans les banlieues françaises. Elles nous rappellent que la tentation créative est omniprésente, qu'elle peut relativiser avec malice et même transcender la violence, le racisme, le béton armé, la drogue, l'ennui ou les déchéances de toutes sortes. Être « quelqu'un », (enfin!) un nom sur un mur, un nom sur scène, revêt un caractère initiatique mais surtout donne un sens, un sens émancipateur là où tout semblait muré.

Encore faut-il savoir le lire et distinguer l'esprit de la lettre... Je me suis donc vu expliquer à des auditoires perplexes - parce que oui, il fallait l'expliquer - que l'expression *Nique Ta Mère* n'est pas une idiote déclaration misogyne mais au contraire une vertigineuse sentence exorciste et libératrice venue du Bronx, autrement dit, un juron post moderne. Et prière de regarder dans son assiette avant de jouer les vierges effarouchées, parce qu'à force de traiter les gens de « cons » depuis des décennies, nous avons oublié de quoi ce mot est fait. Bref, pour l'énoncer de façon caricaturale, disons qu'une rime « qui tue » peut sauver deux vies, celle de l'auteur et celle d'une potentielle vraie victime, avec ou sans uniforme. Cette réalité, passablement rêche, n'est pas perçue comme telle la plupart du temps. Les cris des jeunes lascars sont vécus comme des appels à l'émeute, j'en invoque pour preuve cette récente pétition anti-rap signée par des députés d'une assemblée nationale limitrophe. Manifestement, (et ce n'est pas neuf) les formes provocatrices voire volontairement contondantes des jeunes font peur et pas seulement aux bourgeois. C'est que nous oublions tellement vite le désarroi ou la colère que nous éprouvions à 15 ans.

Que vaut une société qui a peur de sa propre jeunesse, n'y comprend rien ou la méprise? Malgré un léger progrès, l'histoire bégaie lamentablement sur cette question depuis plus d'un demi-siècle. Fossé des générations, rigidité, frilosité, repli sur soi, bêtise de l'inertie... Même le baby boom qui a pourtant connu sa part de subversion n'a pas de mémoire! Je suis souvent anéanti par les réactions premières des personnes de ma génération au sujet de ce qui fait vibrer leurs enfants.

## Répondre aux signaux

Si une part importante de la jeunesse a ressenti le besoin de s'éclater ainsi et de faire éclater les digues, c'est qu'elle étouffait et qu'elle manquait de place. Certains signaux

ne trompent pas, il faut les saisir. Dans le courant hip hop, de même que dans d'autres courants connexes, se développe d'abord une saine prise d'espace et une juste prise de parole. De façon symbolique, il s'agit d'une action radicale mais selon une procédure plus citoyenne qu'il n'y paraît. On y lit autant l'appel au dialogue que la révolte, car la demande de reconnaissance implicite a très vite été posée, dans les textes, sur les scènes, dans les chorégraphies, les jams de graffiti ou les expos, ainsi qu'au cours de nombreux débats publics dont sont friands les leaders de ces milieux.

Dans le contexte tellement déstructuré des relations sociales et de l'éducation, en particulier dans certaines zones de véritable relégation, mais aussi dans les quartiers moyens, voire dans certaines rues cossues, où les familles se déchirent aussi et où une chape de silence ne permet ni de croire à demain ni de s'enthousiasmer pour quoi que ce soit, le hip hop, et ce qu'on désigne plus généralement par cultures urbaines, constituent un repère positif, et peut-être même une manière de modèle fort, adapté à la situation. Et si d'aventure ce modèle permet les rencontres entre le bas et le haut de la ville, entre les racines d'occident et d'orient, entre le local et l'international, s'il permet de semer des couleurs sur le béton omniprésent et un peu de vie où rien ne semblait pouvoir fleurir, eh bien?

Ces cultures dites « émergentes » (depuis 20 ans... dieu que nous sommes lents!), nous donnent de l'espoir, nous donnent de l'air, mais aussi des semences de conscience et de liberté pour l'avenir, de la richesse de cœur et d'esprit. C'est beau de le dire. Mais il faut de la place, dans tous les sens du mot, des lieux, des moyens techniques adaptés, des encadrements et des dispositifs d'accueil spécifiques, des aires de rencontres, des salles de répétition, des studios, des opportunités, afin que les processus et la maturation puissent se matérialiser. Sans quoi ces idées généreuses restent du vent qui alimente le vieux moulin des verrouillages.

Il s'agit effectivement d'une question basique de démocratie culturelle. Basique... et pourtant...

Alain Lapiouwer  
Directeur de l'asbl Lézarts Urbains  
(ex-Fondation Jacques Gueux)  
[www.Lezarts-urbains.be](http://www.Lezarts-urbains.be)

## Brèves

## MUS-e Belgium: l'enfant créateur

« Tous les moments de la vie devraient être des moments de création »

Yehudi Menuhin

En 1993, Menuhin crée le projet MUS-e, sur base de la pédagogie de Kodaly: chacun qui a une voix peut créer de la musique. Cette pédagogie qui valorise les cultures populaires, Menuhin l'élargit à la *multi-culturalité*, portant l'accent sur l'éveil des sens et de l'imaginaire: non pas *apprendre de l'art*, mais *par l'art*, sollicitant les ressources de l'enfant comme individu et comme être social.

MUS-e Belgium, antenne belge du projet international, publie un bref ouvrage (48 pages), passionnant et fort agréable à parcourir, illustré de dessins, de *perles d'enfants*, nourri d'expériences concrètes d'artistes travaillant avec les enfants et adolescents dans des écoles,....

L'ouvrage constitue une *trace concrète* des projets et une *analyse* des démarches dans leurs dimensions artistique et pédagogique. La publication s'articule autour de la relation d'expériences d'artistes qui illustrent trois niveaux de réflexion sur le rôle du programme MUS-e et les relations qu'il fait naître dans les écoles: la mise en œuvre du programme; les principes de conduite du travail des artistes; les pratiques: ce qui dans l'atelier naît de la relation artistique. Une *méta-réflexion* souligne une approche particulière, pose une question, indique une perspective...

« Dans l'enfant, il y a la personne, l'aventure à entreprendre, le futur en éclosion. Ce futur qui a le poids du corps et la légèreté du vol d'un papillon. Même si sa parole est étouffée par le bruit des machines à sous, le silence rutilant du langage informatique, le vacarme assourdissant des spots publicitaires, elle apporte à l'enfant le sens qu'il pourra donner au monde. C'est à partir de ses réalités qu'il invente tous les possibles ».

Paul Biot  
www.mus-e.be

## Prix du musée

Cette initiative de nos amis flamands de l'OKV (Openbaar Kunstbezit in Vlaanderen), soutenus par Linklaters de Bandt, dans un esprit de coopération culturelle entre les communautés, vise à distinguer un musée dans chacune des régions - Flandre, Wallonie, Bruxelles. Le prix est réservé aux musées, petits ou grands, mais à l'exclusion des galeries et centres culturels. Il sera tenu compte de leur activité, de leur accessibilité (handicapés), de leur action éducative, de l'attention apportée à la conservation des collections et de leur présentation, bref, de leur « qualité ». Le choix se fera par des jurys larges (un par région - 200 personnes) qui « nomineront » cinq musées dans chaque région. Un jury final désignera les lauréats. Les Prix sont de 3 x 10 000 euros. Ils devront être intégralement utilisés à des projets impliquant des enfants, des jeunes, des handicapés ou des personnes défavorisées. Un prix du public sera également décerné.

Renseignements: [www.prixdesmusees.be](http://www.prixdesmusees.be)



Marin Strebelle, *Violence urbaine*, 2005

# SERVICE DE LA JEUNESSE ET PERSPECTIVES

La philosophie de l'éducation permanente dans laquelle s'inscrit l'action du Service de la Jeunesse permet de concilier projet collectif et épanouissement personnel.

Sa finalité est l'émancipation de la personne. Elle vise à développer l'approche critique, à garantir le droit à la différence, à promouvoir l'expression et l'esprit d'initiative. Elle permet à chaque jeune de se former, de s'épanouir et de se doter d'outils pour participer à la conception des évolutions sociétales, pour être citoyen, acteur de changement dans un environnement traversé par des mutations sociales, culturelles, économiques et politiques.

Concilier le souci de vivre en société et la revendication de vivre sa vie selon ses aspirations particulières est, aux yeux du Service de la Jeunesse, un axe de travail primordial à développer avec les jeunes. Surtout si l'on s'accorde à constater, avec certains auteurs dont Marcel Gauchet, qu'aujourd'hui, dans un monde imprévisible, « c'est le développement personnel qui constitue l'horizon légitime des existences » (1) et cela sans négliger la nécessaire inscription de ce construit individuel dans une dimension collective.

Soutenir l'action de jeunes qui se regroupent - même momentanément - pour mener à bien un projet est une des missions du Service de la Jeunesse. Là, comme chez nos partenaires privilégiés que sont les Organisations de Jeunesse et les Centres de Jeunes, la citoyenneté, l'égalité, l'expression créative sont stimulées, l'apprentissage du vivre-ensemble, la

construction de nouvelles solidarités, la création de nouvelles alliances sont encouragés.

« Le climat social actuel a tendance à véhiculer une image négative des jeunes, qui trouve ses sources dans la crise économique et l'emploi, dans une perte des liens sociaux et dans l'isolement croissant des individus. (...) Les médias participent également à ce phénomène par la mise en exergue d'une jeunesse présentée trop souvent à travers leurs regards comme problématique. » (2)

Par contre, la perspective pour notre Service, aujourd'hui plus encore qu'hier, est de miser sur le potentiel créatif des jeunes, pour imaginer de nouvelles formes de réappropriation collective et d'action, pour peser sur le monde et le devenir, pour rêver et fonder un avenir à visage humain, pour renouer avec la conviction que « ce qui vient après est toujours meilleur que ce qui précède » (3)!

L'équipe du Service de la Jeunesse  
de la Communauté française

[www.cfwb.be/jeunesse](http://www.cfwb.be/jeunesse)  
[www.forumculture.be](http://www.forumculture.be)

(1) Marcel Gauchet, *La redéfinition des âges de la vie*, in *Le débat*, numéro 132, nov-déc 2004, éd. Gallimard, p. 43.

(2) Fédération des Maisons de Jeunes, *Raisons de jeunes*, décembre 2001, p. 4.

(3) Antoine Augustin Cournot cité par Jean-Claude Guillebaud, *La force de conviction*, Seuil éd., 2005, p. 64.

# QUE SONT L'ADOLESCENCE ET LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI ?

Dans sa définition classique, l'adolescence renvoie à un contenu spécifique, le « moratoire eriksonien » (1), une période (de 12 à 18 ans environs) de « crise » et de « marginalité sociale ». La notion de crise qui reflète dans le langage commun une forme de stigmatisation de l'adolescence par les adultes, correspond à un processus de maturation qui mène l'individu à de l'autonomisation et à une définition identitaire. La marginalité, quant à elle, traduit le fait que l'adolescence est un âge de la vie auquel l'expérimentation de statuts et rôles est socialement instituée, ce qui favoriserait le meilleur (la créativité et l'affirmation de soi), autant que des conduites hors normes, voire à risque. Par ailleurs, l'adolescence demeure proche de l'enfance parce qu'elle reste sous le contrôle de la famille et de l'école. Elle est rythmée en termes de seuils par la puberté, l'enseignement obligatoire et la majorité, ainsi que par une autonomisation partielle (2) vis-à-vis de l'environnement familial et scolaire au travers de pratiques ludiques et entre pairs.

Mais les processus de construction identitaire et de socialisation ne s'achèvent pas à la fin de l'adolescence. S'ils se prolongent probablement toute la vie, l'intensité en semble plus grande dans cette temporalité floue que l'on nomme jeunesse et qui contient l'adolescence sans nettement s'en distinguer. Une spécificité de la jeunesse contemporaine serait le prolongement de ce moratoire, cette transition entre enfance et âge adulte, qui se traduit par un étirement de la période de construction identitaire intense et d'expérimentation. La jeunesse se définit aussi par un état biologique qui n'est pas incompatible avec celui d'adulte, alors que l'adolescence contient la puberté. Par ailleurs, en termes de temporalité, la jeunesse s'articule autour de trois axes de transition : un axe scolaire-professionnel caractérisé par la fin de

la scolarité et l'entrée dans la vie professionnelle, un axe familial-matrimonial caractérisé par le départ du domicile parental et la formation d'un couple stable, et un axe loisirs-pratiques culturelles qui offre la possibilité d'une accession progressive à des activités spécifiques, centrées sur l'autonomisation vis-à-vis des sphères de « contrainte ».

Cependant, ce type de définition ne permet pas l'économie du constat de la diversité des parcours biographiques des jeunes. Il faut plutôt insister sur le fait que la jeunesse ne constitue pas un ensemble homogène, que ce soit par rapport aux moments où ces différents seuils sont franchis, aux vécus subjectif et objectif de l'appartenance au monde des adultes, aux ressources socio-économiques disponibles, et, plus généralement,

aux pratiques qui enrobent la sociabilité entre pairs. Néanmoins, nous pouvons constater une homogénéité de surface au « continent jeune » (3), qui renvoie au vécu commun d'une mise à l'écart, à la transformation récente et continue de l'institution familiale, à l'obligation scolaire et sa prolongation en études supérieures, au partage de pratiques et de sociabilités spécifiques autour du sport (4), des musiques amplifiées, des jeux vidéo (5), etc.

Pour conclure, malgré l'allongement de la période de jeunesse, les jeunes ne constituent pas une catégorie sociale homogène, et ne bénéficient pas d'institutions de représentation politique, ni d'une participation effective à la sphère de production. Il n'est d'ailleurs pas reconnu à ce groupe un réel statut, outre celui de consommateur « autonome », les jeunes et les adolescents étant essentiellement considérés comme des êtres en « projet ».

Ne peut-on à ce stade parler d'un âge de la vie qui voit l'individu mis hors-jeu socialement ?

Hugues Delforge

Chercheur au Centre de sociologie de l'éducation  
ULB



Marin Strebelle, *Immigration*, 2005

(1) Erikson, (Erik), *Adolescence et crise: la quête de l'identité*, Flammarion, Paris, 1972, p. 164.

(2) Autonomie partielle à comprendre en termes de processus : un accès progressif à l'autonomie à l'intérieur d'une temporalité contrôlée par les institutions scolaires et familiales.

(3) Galland, (Olivier), *Sociologie de la jeunesse*, éd. Armand Colin, Paris, 2002, pp 52-55.

(4) Fize, (Michel) et Touché, (Marc), *Le skate, la fureur de faire*, Caen, Arcane-Beaunieux, 1992.

(5) Tremel, (Laurent), *Jeux de rôles, jeux vidéo, multi-média: les faiseurs de mondes*, PUF, Paris, 2001.

## CHAQUE SOCIÉTÉ A LA DÉLINQUANCE QU'ELLE ENGENDRE

Une des souffrances des adolescents aujourd'hui, c'est la peur de ne pas trouver de place dans les échanges sociaux, de ne pas pouvoir exister dehors, dans le monde. C'est également la crainte de ne pas avoir de place dans la société ou de disparaître dans les demandes que leur adressent les autres, disparaître en tant que sujet en se conformant aux demandes de l'Autre social (1) qui, de plus en plus, leur renvoie des messages dans lesquels ils ne se retrouvent pas. L'alternative devient alors : choisir en se soumettant aux signifiants de l'Autre sans y inclure sa propre subjectivité ou errer longtemps dans les villes à la recherche d'une place, qu'ils ne trouvent pas, si ce n'est dans les marges qui à l'occasion leur donnent un espace où être.

La fugue, la violence et l'errance sont des tentatives de subjectivation dans un monde où le discours ambiant délesté, décousu, contradictoire

est inapte à faire valoir leur subjectivité. Mais le social n'entend ces manifestations que comme des actes insensés ou immatures, et pas comme des actes qui sont le lieu d'où ils parlent. Et le « mal-entendu » est grandissant. De plus, l'Autre social ne leur garantit plus de réponse humanisante, dans le sens d'un avenir pour eux. Les références du monde adulte ne les assurent plus d'aucun possible.

Comment ces jeunes peuvent-ils alors laisser être leurs désirs et leur vie ? C'est ici que la dimension culturelle est extrêmement importante, car il semble que les jeunes qui se trouvent exclus des circuits de plaisir dont participe la culture, sont de plus en plus violents. Violence à entendre comme une demande!

Comment pouvons-nous donc donner la possibilité à ces jeunes dits exclus, ceux des banlieues, et aux autres de continuer à être dans les circuits du

plaisir culturel ?

Prendre part à la culture plutôt que répondre à cet impératif de jouissance de notre monde moderne qui ne débouche que sur une frustration grandissante et un vide angoissant. Que les jeunes dits en marge puissent être pris dans les mouvements culturels actuels ou créateurs de leur propre culture apparaît comme essentiel. Ne perdons pas de vue que chaque société a la délinquance qu'elle engendre.

Pascale Champagne

Praticienne de la psychanalyse

Metteuse en voix

de spectacles avec des jeunes en difficulté

(1) Pour Jacques Lacan, L'Autre est le langage. L'Autre social dont on parle ici concerne tous les discours (véhiculés par la publicité, la télévision, au sein de l'école, de la famille ...) dans lesquels nous sommes pris comme sujet.

# AMNESTY

La culture, une arme pour sensibiliser et faire agir les jeunes en faveur des droits humains!

Cela fait maintenant onze ans que je travaille au programme jeunesse d'Amnesty International Belgique francophone. Onze années durant lesquelles j'ai testé différentes techniques pour toucher des jeunes de différents milieux à des thèmes très variés, allant de la peine de mort aux réfugiés, en passant par les violences contre les femmes ou l'homophobie...

Je suis convaincu que l'acte de créer est pédagogiquement beaucoup plus fort que n'importe quel discours. Lorsqu'un jeune doit choisir ses mots pour écrire une chanson, trouver des idées pour réaliser un dessin ou inventer des gestes pour une chorégraphie, il entame une réflexion personnelle qui l'oblige à se poser les bonnes questions. Il s'ouvre à un dialogue qui serait moins évident dans un cadre plus scolaire, où certains jeunes sont déjà défavorisés et perçus comme « difficiles », en raison de leurs mauvais résultats ou de leur dégoût de l'école.

En faisant rencontrer la pédagogie du projet et la culture, on peut toucher des jeunes qui n'auraient peut-être jamais été intéressés par des thématiques perçues a priori comme trop sérieuses ou trop lointaines de leur quotidien. De plus, dès que les jeunes sentent qu'ils sont considérés comme véritables partenaires d'un projet, et pas seulement comme « cibles » d'une campagne de sensibilisation, ils se sentent valorisés et pris au sérieux. Ils peuvent dès lors prendre le risque de s'afficher dans leur environnement immédiat (famille, amis, école...), malgré le regard de l'autre et la peur de se distinguer, qui sont souvent des freins à la discussion.

Au cours de ces dernières années, Amnesty a mené divers projets pédagogiques faisant appel à la créativité des jeunes et visant à les rendre en partie responsables de leur propre apprentissage.

En 2002, nous avons mené un projet avec les jeunes d'un centre fermé (IPPJ) sur le thème de la peine de mort. Travailler avec des délinquants sur un tel sujet n'était pas évident. Nous avons fait appel à Indications, une asbl qui privilégie l'écriture comme moyen d'expression, et au groupe de rap Starflam. Les jeunes ont montré qu'ils étaient capables non seulement de créer un message sur une problématique difficile, mais aussi de modifier leur propre image de façon positive. Ils ne sont plus perçus uniquement comme « délinquants », ils sont aussi « citoyens » et capables de réfléchir au sens de la justice, d'écrire des textes, de chanter en rap, de s'exprimer à travers le graph, la photo ou la vidéo (1).

Lancée en 2004-2005, l'opération « Objectif Venus » proposait aux écoles secondaires, maisons de jeunes ou autres associations de s'exprimer sur les violences contre les femmes à travers la bande-dessinée ou le roman-photo. Les meilleurs scénarios ont été repris au sein d'une valise pédagogique envoyée à toutes les écoles secondaires, et certains seront adaptés sous forme de spots télévisés par des réalisateurs professionnels (2).

En 2005-2006, « Journal de classe », un concours de journalisme sur le thème « identités et discriminations » est organisé, en partenariat avec le Théâtre National, pour toutes les

écoles secondaires ou associations de Belgique francophone. Nous proposons aux jeunes d'écrire et de mettre en page des articles, à partir de la pièce de théâtre « Froid » de Lars Norén, d'un fait divers, ou d'un événement qui s'est déroulé dans l'école, le quartier, la ville ou le monde. Les meilleurs articles seront publiés dans un journal spécial, imprimé à 75.000 exemplaires et distribué via la valise pédagogique « la quinzième de la presse » en mars 2006 (3).

Comme le dit si bien Marcel De Munynck, initiateur de la Zinneke Parade, *la culture, en effet, est porteuse des aspirations qui sont propres à l'humanité, elle est faiseuse d'opinion, et l'art en son sein est son miroir. Elle est influente en « culture politique », en « culture d'entreprise ».*

Et la culture, comme les droits humains, appartient à tous. Il suffit d'essayer de les faire partager pour qu'il y en ait assez pour tout le monde!

Roland d'Hoop  
Responsable du programme jeunesse  
Amnesty International Belgique francophone

(1) Au cours de ces dernières années, Amnesty a mené d'autres projets pédagogiques faisant appel à la créativité des jeunes et visant à les rendre en partie responsables de leur propre apprentissage.

(2) Infos sur [www.objectifvenus.be](http://www.objectifvenus.be)

(3) Infos sur [www.amnesty-jeunes.be](http://www.amnesty-jeunes.be)

## SAMARCANDE ? ... d'AMIN MAALOUF ?...

Samarcande, là où des cultures se rencontraient lors d'échanges commerciaux? Pas vraiment. Notre Samarcande à nous est une asbl située au sein d'un quartier populaire de la commune d'Etterbeek, près du carrefour de « la Chasse ». Nos rencontres ne sont pas commerciales. Elles concernent exclusivement des jeunes de moins de 18 ans. Il s'agit bien d'un carrefour mais entre des jeunes, principalement adolescents, qui passent le pas de la porte pour des raisons très différentes.

Notre asbl est ce que l'on appelle, dans le jargon des travailleurs sociaux, un service d'Aide aux jeunes en Milieu Ouvert (A.M.O.) en Communauté française de Belgique. Elle a été créée pour fournir un service de première ligne dans le cadre de l'aide généraliste à destination des jeunes de moins de 18 ans. Concrètement, il s'agit d'un lieu susceptible de répondre directement aux demandes individuelles ou collectives des jeunes.

Dans ce cadre, nos projets s'articulent autour de trois missions principales. L'aide individuelle permet au jeune de trouver une oreille attentive ainsi qu'un coup de main, quelle que soit sa

demande. Il s'agit d'une aide non-contraindante, privilégiant le milieu de vie du jeune et qui vise à le replacer au centre de sa situation, en insistant sur ses capacités plutôt que sur ses carences. Nous n'intervenons qu'à partir de la demande du jeune lui-même, de façon anonyme et gratuite. L'action communautaire constitue le volet « politique » (au sens large) de notre travail, en agissant sur les causes des dysfonctionnements constatés sur le terrain par les travailleurs et/ou par les jeunes. Enfin, nous rassemblons des jeunes afin de produire ensemble une réponse à leurs questionnements individuels. C'est l'action collective. Agir en groupe, construire un projet commun constitue en effet un bon moyen de se mobiliser pour changer notre quotidien.

Trois outils principaux guident notre action: les activités d'expression et de créativité, les activités sportives et les activités solidaires et citoyennes. Il est évident qu'une action n'est jamais figée. Tous ces projets agissent en interdépendance. Ainsi, constatant que les jeunes manquaient souvent d'endroits pour s'exprimer, se plaignaient du manque d'écoute de la part des adultes, l'association leur a proposé un stage d'initiation radio. Ils ont

répondu présents et, deux ans après, le 25 janvier dernier, ils ont fêté leur 50<sup>ème</sup> émission en présence de nombreux responsables politiques. Cette émission bimensuelle « Samarcandes » (en direct sur Radio Campus 107.2) a donné lieu à divers projets radio annexes (projets individuels, studio mobile dans notre caravane, projets dans les écoles,...).

D'autres activités sont gérées par des équipes de jeunes: le soutien à diverses actions telles que les écoles de devoirs, un club de mini foot, l'opération thermos qui mobilise les jeunes au profit des sans-abris, les projets d'expression théâtrale, cinéma, photographiques. Et autant de prétextes à la réflexion sur des thèmes tels que le racisme, l'homophobie, les mariages forcés, etc. L'accès à la culture est favorisé par la mise à disposition de tickets « Article 27 ».

La liste des projets est bien trop longue pour les citer tous! Les jeunes ont des choses à dire, encore faut-il pouvoir les écouter...

L'équipe de Samarcande  
[samarcande@skynet.be](mailto:samarcande@skynet.be)

## CPAS : journées de rencontres

Concertation, analyses, échange d'expériences. À Mons, Libramont, Liège et Bruxelles, des culturels, assistants sociaux et " institutionnels " ont parlé de la manière d'envisager l'application du subsidé accordé aux CPAS pour la participation culturelle et sportive. Ces quatre journées centrées sur le guide pratique (1) ont été organisées par Culture et Démocratie, dans une belle collaboration (conjointe, une bonne nouvelle !) avec le Ministère de la Culture de la Communauté française et celui de l'Intégration sociale. Nous publions ici un résumé (hélas, ça leur enlève de la vie) des interventions de Jean Blairon et de Claire Walthéry qui ouvraient les débats.

# UN EXCELLENT ANALYSEUR

Il m'avait été demandé d'évoquer les enjeux de la mesure visant à « stimuler la participation culturelle et sociale » des usagers des CPAS. On peut aborder ces enjeux d'au moins deux manières.

En premier lieu, de manière « négative », il faut, nous semble-t-il, tout faire pour se prémunir d'une « pente » inscrite dans les mots et qui peut conduire à accepter l'idée que les usagers en question seraient dépourvus, d'une part, d'une capacité suffisante de socialisation et, d'autre part, d'une culture. La situation de précarité voire d'exclusion est en effet parfois abordée (2) à partir d'un jugement implicite qui renforce de fait l'exclusion : les usagers seraient « dé-socialisés », ils seraient peu demandeurs de « culture » : bref, étranges étrangers, « de par leur faute », ne sont-ils pas responsables de la situation qui est la leur ?

La pertinence de la mesure impose au préalable qu'on se donne les moyens de déconstruire ce jugement implicite, porteur d'une redoutable force d'exclusion symbolique, comme celle qu'implique le processus de stigmatisation.

En second lieu, il faut reconnaître que la mesure est un formidable analyseur du champ social et du champ culturel à la fois. Par « analyseur », on a coutume, en analyse institutionnelle, de désigner un « objet » présent ou introduit dans une situation, de telle manière qu'il en révèle les conflits latents. On se souvient par exemple du rôle joué par « l'analyseur argent » dans les interventions institutionnelles des années soixante (Qui paie l'intervention ? Au bénéfice de qui est-elle requise ? Que vaut-elle dans l'esprit des protagonistes ?). Nous pensons qu'une série de « créatures de laboratoire », pour parler comme Michel Callon, comme des concepts, des méthodes, des approches, des prescrits légaux, pour immatériels qu'ils soient, peuvent jouer pareillement un rôle « d'objet » analyseur.

Par exemple, la mesure pose aux protagonistes du champ culturel les questions suivantes (très enchevêtrées dans la pratique) :

- Quelle place accordent-ils aux diverses composantes du capital culturel (3) dans leur pratique ?
- Comment relient-ils ces composantes ou les travaillent-ils réciproquement ?
- Comment pensent-ils en conséquence « l'autonomie » du champ culturel (fermeture du



Marin Strebelle, *Le jardinier*, 2003

champ sur lui-même, indépendance critique, « autonomie molle » comme le critiquait Michel de Certeau?...

Pour les protagonistes du champ social, de même, la mesure permet d'engager des controverses productrices :

- Quelles sont les nouvelles normes d'inclusion dans le champ de la production et quelles inégalités nouvelles y correspondent ?

- Quelle est la part de la lutte pour les « droits culturels » dans la mobilisation qui est la leur en faveur des personnes ?
- Comment éviter de reproduire les procédés propres aux « institutions totales » dans les pratiques d'aide elles-mêmes ?

On peut imaginer qu'il est plus facile d'affronter ces questions ensemble que séparément, dans la mesure où chacun des protagonistes d'un champ peut constituer un incitant et une aide à la réflexion pour l'autre : nous sommes dans une situation de possible réciprocité productrice (comme l'indique Michel Callon « A est la solution du problème de B et trouve par ailleurs en B une solution à son problème propre »).

On peut alors penser que la mesure produira des partenariats à double face, en faveur des bénéficiaires, d'une part, des institutions, d'autre part et que ces partenariats, alors même qu'ils tentent d'éviter ensemble les effets pervers dont une telle mesure peut être porteuse (comme n'importe quelle mesure d'ailleurs), auront aussi la capacité, par ce retour réflexif et critique, d'interroger les pratiques des uns et des autres dans leur champ respectif.

Jean Blairon  
Directeur de l'asbl RTA

(1) Anne Clé, *Participation culturelle, sportive et sociale - Nouvel horizon pour les CPAS*, guide pratique publié par le SPP Intégration Sociale et réalisé par Culture et Démocratie/Kunst en Démocratie, EPO, 2005.

(2) On pourrait facilement argumenter que ce point de vue est influencé par la position sociale « moyenne » de ceux qui l'adoptent.

(3) On peut entendre par là : le droit à choisir son style de vie, le droit à l'image (et non son vol, sa pollution, ou l'enferment de l'individu dans celle-ci), l'accès à une expérience esthétique comme rapport particulier au monde, le droit à négocier ses appartenances, la possibilité d'expérimenter l'expression de soi comme confrontation à l'universel. Nous ne développons pas ces points dans le contexte de cet article. On pourra se référer à ce sujet à notre essai « Luites interculturelles et conflit central dans la société programmée », accessible dans le n° 4 du magazine internet « intermag » produit par RTA (<http://www.intermag.be>).

# COMMENT FAIRE ?

8 éléments de réponses pour encourager la participation culturelle des usagers des CPAS

**N**e pas considérer la participation culturelle comme un droit est un danger. L'imposer sans discernement aussi ! Pour éviter les dérives et rester critiques, envisageons le « comment ». Tout en notant que certains CPAS (assez rares), n'ont pas attendu le subsidiaire dit " Dupont " (au départ Vande Lanotte, puis Arena) disponible depuis 2 ans, pour initier des actions culturelles, je propose 8 éléments de réponses pour promouvoir la participation et l'épanouissement culturels des usagers.

Le premier, c'est le nécessaire questionnement quant à la pertinence d'actions artistiques et culturelles menées avec des personnes en détresse ou fragilisées, et d'un travail social qui les utiliserait dans un programme d'insertion... alors que l'action artistique vise le recul, le regard critique et même la « désinsertion ». Participer à des actions culturelles épanouit, crée du lien social, mais soulève des questions. De quelle culture parle-t-on ? Comment éviter qu'une culture prenne le pas sur l'autre, ou nie celle de l'autre ? L'art et la culture sont-ils une réponse aux difficultés et à la souffrance ? L'urgence, la survie, la gestion du quotidien vécues par les personnes démunies sont-elles prises en compte ? Comment ne pas s'illusionner ?

Deuxième élément : la parole doit circuler librement. Il faut la donner à tous, surtout aux premiers intéressés, les usagers, et la rendre si elle a été perdue. Prendre le temps d'exprimer ses buts, ses désirs, ses opinions, son vécu. Chacun a son langage, alchimie entre réel, imaginaire et symbolique. Au cœur des actions d'expressions créatrices, des récits se construisent qui peuvent prendre des formes variées.

Trois : croiser ce langage, et le récit ainsi créé, avec une réflexion sur l'art dans ses rapports historiques avec la société. Comparer le rôle social de l'art aujourd'hui et celui qui prévalait aux premiers temps de l'humanité. Se questionner sur la force sociale de l'art chez les Navajos, les Aborigènes, les Tibétains. L'histoire, qui démontre que les manifestations artistiques contemporaines, qui lient l'art et la vie, sont elles aussi exemplaires, nous éclaire quant au sens des actions artistiques et culturelles que nous avons à mener. Il faut y associer les participants, leur faciliter l'accès matériel, échanger à partir d'œuvres suscitant une autre compréhension du monde, lancer des ponts entre patrimoine classique et création contemporaine, entre ce qui se fait ailleurs et chez nous, montrer à chacun qu'il en rejoint d'autres dans le temps et l'espace...

Quatre : l'évaluation. Ouvrons le débat entre partenaires et responsables des services concernés. Peut-on tout considérer de la même manière, le processus et les résultats ?

Comment identifier des critères d'évaluation pour les projets artistiques et culturels inscrits dans le champ du social ? Je suggère de donner la priorité aux actions stimulant l'expression et la créativité, faisant place à l'imaginaire, à celles qui valorisent l'individu dans une dimension collective, qui touchent au quotidien (une histoire personnelle, un territoire). Autres suggestions : un large choix de propositions, une ambiance chaleureuse, un travail dans la durée, le mélange des populations du CPAS et de l'extérieur, des productions concrètes permettant aux participants de communiquer leur point de vue. Vaste programme ! Mais peut-on rêver sans perspectives ?

Cinq : créer des partenariats, faire appel à des associations culturelles et artistes compétents. Ce n'est pas simple. La rencontre oblige les uns et les autres, artistes, travailleurs sociaux, bénéficiaires, à infléchir les points de vue. Caricaturons : *Le travailleur social a le nez dans les réalités les plus noires, l'artiste rêve le monde, le travailleur social est souvent dans l'urgence, l'artiste joue avec le temps, le travailleur social apparaît comme un fonctionnaire, l'artiste serait libre comme l'air...* Ces deux mondes autour de telles actions, c'est une provocation ! Vont-ils se critiquer, affirmer des priorités, des valeurs opposées ? Il faut refuser le consensus mou, accepter la confrontation.

L'artiste qui s'engage doit investiguer le champ du social, partager son art, entraîner son groupe en respectant le rythme et la dignité de chacun. Professionnellement responsable, le travailleur social, compétent en matière d'insertion et de développement des personnes et des collectivités en situation d'exclusion, doit être sensible à sa nouvelle mission, en admettre l'intérêt, trouver le moyen de l'intégrer à son travail. Ces partenariats nécessitent des espaces de rencontres et une coordination locale, chacun définissant son rôle et respectant celui de l'autre. A chacun son métier, son expertise, à chaque lieu sa spécificité. Du dialogue ainsi établi dépendra la qualité des actions.

Le sixième élément repose sur la relation de confiance entre l'utilisateur du CPAS et le travailleur social ! Basée davantage sur l'identification des ressources de la personne que sur une relation d'aide tenant compte des problèmes à résoudre, elle suppose le respect de la dignité de chacun au sein de tous les services. Elle exige du travailleur social des compétences et connaissances nouvelles, et la volonté à s'engager dans l'action.

Cet indispensable engagement est le septième élément. L'art peut avoir un rôle de subversion et de critique sociale. Promouvoir l'action culturelle et artistique demande au travailleur social d'assumer une posture inhabituelle, alors que beaucoup sont amenés

à appliquer des politiques sociales décidées sans eux. D'où l'importance d'une bonne collaboration avec les responsables du CPAS à tous les échelons et la volonté politique de ceux-ci à mettre en place des actions de participation à long terme.

Huitième élément : ces missions permettent au travailleur social d'ouvrir des brèches, de rendre la parole à l'utilisateur enfin considéré comme sujet ! Sensibiliser à « la participation culturelle comme moyen d'épanouissement » les travailleurs sociaux, leurs responsables, les acteurs culturels et les étudiants en formation, c'est ouvrir une fenêtre, c'est donner à chacun le droit de se dire dans ce qu'il est, dans son rapport à l'autre et au monde.

Claire Walthéry  
Photographe, CEC Graffiti  
et enseignante à l'ESAS  
(Ecole Supérieure d'Action Sociale)



Marin Srebelle, "Flottation", 2001



Marin Strebelle, Confédéralisme, 2003

## Brève

**Toutes les heures, plus de 1 200 enfants meurent loin de l'attention des médias : le rapport mondial sur le développement humain 2005 est sorti de presse.**

Il est consacré à la coopération internationale à la croisée des chemins : l'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités.

Car inégalité il y a. On le sait, mais vaguement ! Chaque année, il est intéressant de rappeler l'état du désastre économique et humain : les 500 personnes les plus riches du monde ont ensemble un revenu supérieur au revenu cumulé des 416.000.000 personnes les plus pauvres de la planète. A côté de ces extrêmes, les 2,5 milliards d'individus vivant avec moins de 2 dollars par jour (c'est-à-dire 40 % de la population mondiale) représentent 5 % du revenu mondial; les 10 % les plus riches au sein de la population mondiale – qui vivent presque tous dans des pays à revenu élevé – représentent 54 % du revenu mondial. (Rapport mondial 2005, page 4)

La (re)connaissance des inégalités économiques et l'évaluation des objectifs du Millénaire pour le développement humain (OMD), notamment sur le plan de la coopération internationale, participent intimement au travail des artistes, des animateurs, des responsables d'organisations et d'institutions culturelles ainsi que des enseignants et des formateurs. En effet, cette connaissance aide à se construire des représentations (culturelles) plus précises de l'état actuel du monde et de ses populations. Surtout grâce aux 33 indicateurs du développement. Indicateurs qui ne sont pas qu'économiques, loin s'en faut ! Ainsi, chaque année, ce rapport s'avère un outil essentiel pour inscrire la formation et le travail culturel dans les perspectives du progrès de l'humanité.

Édition papier : Rapport mondial sur le développement humain 2005 – Publié pour le programme des Nations unies pour le développement – Edition Economica – Paris – France – 2005 – 385 pages – ISBN : 2-7178-5114-3

Accès via le Net : Consulter et éventuellement télécharger les sections qui vous intéresseraient ou l'ensemble du rapport sur le site spécifique à l'adresse suivante : <http://hdr.undp.org/reports/global/2005/français/>

Roland de Bodt

# CULTURE CONTEMPORAINE ET DÉMOCRATIE

*« Les sociétés occidentales ne se voient plus clairement dans le miroir du futur; elles semblent hantées par le chômage, gagnées par l'incertitude, intimidées par le choc des nouvelles technologies, troublées par la mondialisation de l'économie, préoccupées par la dégradation de l'environnement. De surcroît, la prolifération des « guerres ethniques » répand sur ces sociétés les relents d'un remord et comme un sentiment de nausée. »*  
Cet énoncé inquiétant, formulé par Ignacio Ramonet en exergue de sa *Géopolitique du chaos*, peut servir de balise à toute institution culturelle qui, aujourd'hui, s'interroge sur son sens et sa fonction; d'autant que l'auteur enchâsse lui-même ce paragraphe à une question essentielle : *« Dans ce sombre contexte, quelle est la responsabilité de la culture? »*

Dans cette nouvelle donne planétaire, les modèles référentiels qui ont érigé nos sociétés passées s'avèrent caduques et les nouveaux, extrêmement contradictoires. Certes, des modèles anciens sont encore célébrés par certains pouvoirs, soucieux de maintenir ou d'accroître leur influence en s'appuyant sur des références nostalgiques, quelles qu'elles soient. Tandis que d'autres modèles, plus contemporains, se revendiquent « naturels » donc éternels, car conséquences de la « fin de l'Histoire ». Ces modèles ont en commun de n'envisager l'avenir que comme la répétition du présent, soit une incapacité à envisager l'altérité politique. C'est ce phénomène de « dépolitisation » qu'a déjà stigmatisé le philosophe Robert Redeker. Nous semblons donc vivre aujourd'hui une situation économique, politique, sociale, intellectuelle, culturelle et morale où, comme l'a magistralement résumée le criminologue Dan Kaminski, *« l'anomie est la norme »*.

Les citoyens du monde que nous sommes sont continuellement confrontés à la nécessité de reconstituer des bribes de sens à partir d'un foisonnement d'informations, dont les sources sont nombreuses, contradictoires et parfois autoritaires. Entre contempler cette explosion de sens comme une perte, avec la disparition de certitudes et des repères stables, et la considérer comme une liberté de constitution, pour chacun, d'identités singulières, subjectives, spécifiques et plurielles qui ne valent que pour un moment et un espace donné, l'individu doit avoir les moyens de

faire ses choix. Et le rôle des institutions culturelles est aujourd'hui justement de garantir à chacun la liberté de pouvoir faire de tels choix.

Dans ce contexte, Robert Redeker (encore) a opportunément distingué « culture » et « culturel », aux fonctions respectivement politisante et dépolitisée : *« La culture : le déplacement, le déracinement, l'arrachement, la transformation de soi par lesquels je deviens un autre. Le culturel : un substitut à la culture dont on use pour aboutir, non au changement, mais au renforcement de ce qui est. »* Par exemple, dans le domaine des arts plastiques, ce passage du culturel à la culture est celui d'un modèle directif, comme le Musée classique, aux formes d'expositions ouvertes où se rencontrent des signes et valeurs parfois contradictoires.

Ce passage peut-être considéré comme un « moment d'approfondissement de la démocratie », car les individus sont alors considérés comme suffisamment matures pour constituer eux-mêmes leurs modèles, à travers la fragmentation déstabilisante que constitue la culture. Elle postule l'amateur comme entité responsable et non comme entité formatable. Ce choix entre les formes d'expression culturelles reflète le choix entre une société structurée sur des repères forts (étatiques ou privés) et une société où les modèles contradictoires se multiplient, voire où l'idée même de « modèle identitaire » apparaît caduque. Ce choix doit toutefois être vécu comme une opportunité exceptionnelle, et non comme une perte régressive déstabilisante.

Le renforcement de la démocratie passe donc par un mouvement de régénération de ses composantes et de son fonctionnement, comme par un renouvellement régulier de ses concepts fondateurs. Ce renouvellement, ces transformations, imposent la prise en compte de citoyens autonomes actifs et responsables auxquels les institutions culturelles ont la responsabilité de proposer ces « moments de choix » qui sont autant de « moments d'approfondissement de la démocratie ».

Pierre-Olivier Rollin  
Directeur du B.P.S. 22  
Espace de création contemporaine  
de la Province de Hainaut



# ATLAS

Dès la sortie de Goulmina, la route s'élève vers les contreforts du Haut-Atlas, vers un village appelé Tadighoust. Région rouille, désert parsemé de ksars qui témoignent d'un passé de tumultes, montagne nue couverte au sommet d'un chéchia de neige, parsemée à sa base d'arbres solitaires. Ici le paysage a façonné les caractères, la vie se fonde sur une lutte de tous les jours contre la sécheresse, l'âpreté est règle de vie chez ces paysans prêts à tout s'ils sentent le sel d'une vraie révolte. Chaque douar héberge des rebelles en puissance, hommes et femmes travaillant quinze heures par jour, gratifiés seulement de rares heures de répit avec des kyrielles d'enfants dévalant les pentes, toujours les mêmes, par bonds de plus en plus téméraires, ribambelle éparse prête à mordre la vie à belles dents après avoir été témoin de tant de fureur rentrée de la part des générations antérieures.

La maison ocre qui nous accueille d'abord est noyée dans une oasis à larges feuilles, il faut quitter le chemin pour la rejoindre, seul le cri des gamins et quelques jappements rappellent la proximité d'un ksar, au milieu de ces chèvres maigres que le maître des lieux rassemblera le soir dans son patio exigü. Frugalité et profondeur. Sous ses manières lisses, Slimane cache une belle endurance, ses amis nous chuchotent qu'il a combattu les Français, qu'il a tenté, avec quelques autres vieux de la région, de contenir la reconquête coloniale de 1958, l'opération Ecouvillon.

Au-delà de Tadighoust, vous apercevez quelques bâtisses brunes sur une colline. Le chemin pour y arriver est truffé de cassis et de cailloux. Pas de bordures, pas de fleurs. Une femme vous attend. Son fichu pervenche ne parvient pas à cacher un profil sauvage et racé. Le patio de sa maison étonne par la netteté des murs chaulés de blanc. Cuisine sobre. Salon aux tissus chamarrés. Dans la troisième pièce, une dizaine d'amphores alignées sur le sol près d'un four. Terre ocre, formes rudes. Quelques taches noires rappellent les aléas de la cuisson. On déplace prestement vers la cour le canapé et trois tabourets: Hafida sait que vous aimez le soleil d'hiver. Elle lisse une nappe de coton qui étincelle sous le tilleul dénudé. Elle dispose les œufs durs, du sel et du cumin, puis c'est le tour des olives à la coriandre et des pistaches, des biscuits, enfin les verres et le thé. A la fin du repas, vous prenez place dans la chaîne qui s'improvise pour sortir les amphores façonnées par Hafida, pour les disposer à la lumière et apprécier mieux toutes les nuances du grès. Alors, venant de l'école, une voix vous parvient: les couleurs de l'arc-en-ciel scandées en français par tous les élèves de la classe unique: *jaune, vert, rouge, bleu...*

Au vent qui saoule, vous avez presque envie d'exulter, de jubiler. On s'approche de l'instituteur, on lui dit quel beau métier il fait. Mais lui proteste, il ne veut pas d'encouragements, il dit sa colère devant ses conditions de travail. Parfois il doit donner cours aux deux classes du village en même temps, les petits à gauche, les grands à droite et il court de l'une à l'autre pour un salaire de misère, presque entièrement mangé par les frais de ses déplacements depuis Goulmina. Et il élargit sa critique à tout le système éducatif: cette école peut-elle fournir une éducation de qualité? Il y a



Marin Strebelle, *Le fond du problème*, 2005

des enfants qui n'y viennent pas, qui la quittent ou qui, même s'ils n'abandonnent pas, ne parviennent pas à s'y épanouir. Vu le taux élevé des abandons, l'absentéisme des enseignants, les classes sans instituteurs, les classes surpeuplées, le niveau très bas des élèves, la violence répandue à l'encontre des élèves, l'impuissance des parents vis-à-vis de la scolarité, l'absurdité de certains programmes, le formalisme des manuels (vous n'imaginez pas, pour l'apprentissage de la langue arabe...), la persistance du par cœur, comment espérer le développement de l'esprit critique? Ne vous étonnez pas de voir augmenter le nombre d'analphabètes, les enfants en situation de travail, les enfants de la rue. Le jour où le gouvernement s'engagera à ne perdre ni un garçon ni une fille inscrite, à récupérer tout enfant de moins de quinze ans à l'abandon, à trouver des enseignants pour toutes les classes, à tenir directeurs et enseignants pour responsables des résultats, à organiser au sein même des écoles des cours de soutien (écartant ainsi ceux qui forcent les parents à les payer pour des cours bidons), à produire des manuels conviviaux et attractifs et à développer des méthodes centrées sur la créativité de l'élève – à ce moment, on pourra dire qu'elle prend la bonne direction.

Avant de repartir, nous photographions les élèves dans leur classe avec le portrait du Roi au fond. On promet de l'envoyer plus tard. Alors que nous sommes sur le point de démarrer, une fille d'une douzaine d'années s'approche, elle travaille comme bonne, nous dit-on, un peu plus loin dans le village. L'orpheline au beau visage nous serre la main. Elle porte une robe de dame déjà, quelques fleurs amarante sur un tissu beige et son sourire séduit trop pour ne pas craindre qu'on la marie bientôt.

Daniel Soil

Daniel Soil est Belge. Il vit à Rabat où il est Conseiller à la Délégation Wallonie-Bruxelles, pour la promotion des créateurs belges francophones. Il est l'auteur de *Vent faste*, aux éd. Castor Astral, en 2000, et de *Comme si une seule musique*, éd. Luce Wilquin, 2005.

## Brève

### Pour Que Vive la Démocratie

Après les élections régionales de juin 2004 dont les résultats ont montré la bonne forme des partis d'extrême droite, non seulement en Flandre, mais aussi en Wallonie et à Bruxelles, la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNPAD) a pris l'initiative de réunir des associations actives sur le terrain de la citoyenneté en Communauté française pour les prochaines élections communales et provinciales.

L'initiative a donné lieu à la campagne « Pour que vive la démocratie » et à la rédaction d'un manifeste, texte fondateur d'une large plate-forme d'associations qui mènent campagne ensemble en vue des élections d'octobre 2006.

Cette campagne entend combattre l'extrême droite sur tous les fronts et s'articule autour de trois axes principaux: dénonciation du vrai visage de l'extrême droite, interpellation du monde politique et dynamisation de la démocratie locale. Elle se décline sur les plans local et régional avec:

- des plate-formes d'associations engagées sur le terrain,
- de vraies rencontres entre le monde politique et les citoyens,
- un portail Internet proposant de bonnes pratiques, des outils pédagogiques et un agenda d'événements en matière de citoyenneté,
- une collaboration avec d'autres segments de la société tels que le monde économique.

Pour recevoir plus d'informations, pour télécharger le manifeste et le signer en ligne, pour faire partie de la plate-forme "Pour que vive la démocratie"... consultez le site: [www.vivela-democratie.be](http://www.vivela-democratie.be)

# LES RÉSEAUX CULTURELS

Outils efficaces de coopération ou dégâts interculturels collatéraux?

**La Fondation Hicter est active depuis une vingtaine d'années dans les réseaux culturels européens. Si nous avons investi beaucoup de temps et d'énergie dans ces « aventures coopératives européennes », c'est parce que nous croyons fermement à l'efficacité professionnelle de ces outils et à leur capacité de modifier la vision des réalités des opérateurs culturels, la leur comme celle des autres.**

La Fondation est ainsi un des membres fondateurs d'Encatc (European Network of Cultural Administration Training Centers) qui regroupe une centaine d'organismes de formation d'administrateurs et de gestionnaires culturels. Elle a aidé au lancement d'Oracle, le réseau européen des opérateurs culturels ayant fait le Diplôme européen en administration de projets culturels proposé par la Fondation. Enfin, elle participe activement à d'autres réseaux comme IETM (Informal European Theatre Meeting) et Feap/Efah (Forum Européen des Arts et du Patrimoine).

En 1995, Culturelink/Irmo organisait leur première grande conférence sur l'état des relations culturelles internationales. Il y a dix ans nous étions venus à Zagreb et en dix ans, nous pouvons faire une évaluation de l'impact des réseaux. Globalement, elle est très positive. Pourquoi? Parce que dans un secteur fragile où les opérateurs sont en général assez isolés, le réseau est un endroit où ils peuvent se rencontrer et voir leur réalité à travers les yeux des autres. Ils peuvent donc bénéficier de ce nécessaire décalage quant à leur propre situation. Il s'agit de quelque chose d'excessivement important et c'est grâce aux réseaux que cela peut se réaliser. Le deuxième apport des réseaux culturels est qu'ils ont mis les opérateurs dans un bain interculturel, qu'ils le veulent ou non. Evidemment, il y a toujours quelques personnes qui viennent dans les réseaux

et qui restent avec les collègues de leur pays. Mais en général, ce qui est intéressant, c'est ce grand mélange, ce bain où l'on devient interculturel sans le vouloir. C'est une sorte de virus qu'on attrape et c'est vraiment très utile. Troisième élément essentiel quant à l'apport des réseaux dans le monde culturel, c'est la possibilité d'y initier des coopérations. Il s'agit d'un endroit où l'on peut trouver des partenaires potentiels. En terme de coopération culturelle, un outil formidable a été construit.

## Les réseaux connaissent beaucoup de problèmes

Mais comme le disaient Rosencrantz et Guildenstern dans « Hamlet » de Shakespeare: « Tout n'est pas rose au Royaume de Danemark ». Les réseaux connaissent, en effet, beaucoup de problèmes. Le premier problème est qu'ils ne sont pas assez reconnus, pas assez financés. Le niveau national prétend que puisqu'il s'agit de l'international, il ne doit pas soutenir. Pour leur part, les instances internationales ne font pratiquement rien en soutien aux réseaux. Il y a aussi les problèmes internes qui sont, peut-être, plus graves encore. Il ne faut pas être naïf; le monde culturel est très doué pour jouer à « petits meurtres entre amis ». La grande famille se déchire parfois. Ce n'est pas tout. Si on analyse les réseaux, on se rend compte que certains d'entre eux tombent dans le piège de

l'institutionnalisation. Cette pratique, complètement antinomique avec la notion de réseau, existe malgré tout lorsque certains coordinateurs deviennent directeurs par exemple. Par ailleurs, risque d'effet pervers plus dangereux encore, certains deviennent essentiellement des fournisseurs de services. Ils entrent alors en compétition avec leurs propres membres pour l'obtention de subsides européens par exemple. Cette dérive, à mon avis, signifie à terme la mort des réseaux. Pourquoi? Parce que cela veut dire qu'avec une logique orientée sur le service, on quitte le cœur même du sens recherché: l'interaction entre opérateurs de différents pays, la "mise en réseau"...

Il faut donc analyser sans complaisance la situation actuelle des réseaux et mettre en lumière leurs points forts comme leurs faiblesses.

## Le terrain politique doit être occupé par les culturels et les artistes

Il est peut-être temps - en conséquence - de réaliser que certains réseaux n'en sont pas réellement. Le concept de plate-forme pourrait, par exemple, avoir plus d'utilité pour des gens qui veulent collaborer et qui ne souhaitent pas installer une dynamique de réseau comportant une ouverture, une interaction très riche mais parfois peu maîtrisée. Les réseaux sont des organes vivants: ils naissent, passent par des crises, meurent parfois et éventuellement redémarrent. De mon point de vue, si les réseaux veulent avoir un futur, ils doivent se recentrer sur leur sens même, leur raison d'être, c'est-à-dire la culture et la pratique de l'échange, du débat, du questionnement. Il s'agit de garder l'espace d'échanges interactifs nécessaires aux professionnels de la culture de différents pays.

A mon sens, et c'est de plus en plus urgent, l'état de l'Europe (et du monde) impose que les culturels sortent de leur cocon, de leur position trop souvent défensive et qu'ils prennent part au débat sur la gestion de la cité, qu'ils se positionnent. Au moment où l'Europe risque de se replier sur elle-même, sur ses États-Nations, sur des égoïsmes nationalistes, je suis convaincu que le terrain non seulement culturel mais politique doit être occupé par les culturels et les artistes. Même si notre secteur est petit, fragile, périphérique, il peut faire bouger les choses parce qu'il est porteur de sens, de signes. Cela ne se fera qu'à condition que s'ouvrent des débats et que soient menées des actions communes. A ce propos, les réseaux sont et restent à peu près le seul endroit où cette dynamique positive et citoyenne peut trouver un « nid ».

Jean-Pierre Deru  
Fondation Marcel Hicter

Tél: 02/641 89 80  
www.fondation-hicter.org

Article publié dans « Coopérations culturelles »,  
Lettre de la Fondation Marcel Hicter,  
n° 6 Août/Septembre/Octobre 2005



Marin Strebelle, *Du cœur*, 2005

# LA CENSURE N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT

Souvenez-vous. 22 novembre 1975. Encore en pleine guerre froide. Franco, le *caudillisme*, venait lui aussi de se refroidir. Un peu partout les exilés du *frente popular* fêtaient, incrédules, la mort de l'assassin de la république espagnole. Nostalgie et frustration : pour juger des crimes contre l'humanité, Nuremberg était clos et La Haye pas encore opérationnel. A défaut, deux animateurs radios, Michel Gheude et Richard Kalisz improvisaient en direct un concours d'épithètes sur la RTB. Dans les minutes qui ont suivi les premières *irrévérences*, l'émission était censurée.

Impossible aujourd'hui? La censure se serait réfugiée dans les seuls pays de dictature avérée? Rendue impossible en raison des réseaux électroniques? De l'éther des communications? Grâce au pouvoir de la presse (lorsqu'elle n'est pas aux mains des industriels de l'armement...), la multitude des chaînes,...? Il existe au moins deux types de censure dont aucune n'est évidente: par *pléthore* et ses filles *sélectivité orientée* et *disqualification moralisatrice*; par *dérive sémantique*.

## Censure par sélectivité :

l'information télévisée d'abord: on va *au plus court* (1), en durée et en densité, c'est l'information en apnée, pas plus d'une minute par sujet, élimination des marges sauf si ça fait de l'image à vendre. L'audimat commande de renvoyer au néant toute information qui ne ferait pas vendre de l'image *tape à l'œil* et rapporter de la pub. *Faire court* est un versant de la censure par *sélectivité orientée*. (2)

Mais Internet? Vous connaissez les *hébergeurs*? « Désolé, ce site est fermé temporairement » et « site bloqué » interdisant tout accès aux fichiers, aux archives, dossiers, courriels,... (3) Ça arrive, mais le processus de la *censure par sélectivité* est plus subtil et plus général: Internet est gavé d'informations et de sources, qui conduisent à l'accumulation abyssale de données. Comment y accéder? Par les moteurs de recherche. Qui vous orientent. Vers où? Vers les sources les plus sollicitées. Qui de ce fait vont l'être encore davantage et devenir les *réponses autorisées*, confortant la position prédominante, moteur sélectif de ce qui va devenir 'l'opinion'.

« Sur Google, la valeur d'une page Web est sans cesse réévaluée en fonction du nombre de citations dont elle fait l'objet. Les sites isolés demeurent ainsi peu visibles tandis que les sites abondamment cités deviennent les sites de référence » (4). *Censure molle, elle élimine par logique de l'outil*.

## La disqualification moralisatrice :

fillette de pléthore, elle obéit à des objectifs différents. Vérité par répétition associant des moyens puissants et des affirmations logiquement agencées, pour assurer la *domination d'une seule voix*, avec en prime la bonne conscience – provisoire – de l'*opinion*. Elle ne vise pas directement à

vendre de la pub, mais de la *conscience commune*. La censure - dommage collatéral - est ici générée par la *disqualification moralisatrice* de toute opinion fondée sur une vision différente du monde.

Mais Internet? Sous couvert de lutte contre le terrorisme, nombre de sites aux États-Unis ont été volontairement expurgés de données sensibles telles des informations sur les risques environnementaux. Ici on ne sait pas. La censure joue toujours là où un Achille craint pour son talon.

## La censure sémantique

Mais il existe une *autre censure*, plus subtile, qui touche à la *matière même du langage*. Pour exprimer des idées et les transposer en actes, il faut des mots. Les idéologies auraient disparu? Les mots qui les décrivaient sont tombés en disgrâce ou ont trouvé des traductions plus « soft ». Le capitalisme n'a jamais été aussi puissant et n'a jamais autant fondé les choix politiques. Essayez d'utiliser le mot dans un débat....

Partie pour le tout, on dira *mondialisation*, plus difficile à contester: les *alter-mondialistes* se sont défendus d'être *anti-* eux qui portent l'héritage de *l'internationalisme prolétarien*. *Prolétaires*: encore un mot radié. Ils deviennent *usagers* quand, effectivement usagés, ils se retrouvent au CPAS - dont ils deviennent *clients?* -, *consommateurs* quand on compte sur eux pour relancer l'économie, *citoyens* certes mais d'une citoyenneté de plus en plus *neutralisée*, *petits épargnants* pour les rendre comptables de la santé du pays, bientôt tous *actionnaires?* Ou alors *pauvres*, ce qui confère à leur état une sorte de fatalité naturelle.

Les mots comme les images sont pléthore sur les conséquences, et *de plus en plus absents pour penser les causalités*. Qu'importe quand *populaire* se traduit par *opinion* ou *audimat*. Et que, leurs budgets rabotés, les gouvernants s'essaient à la *gouvernance*.

En voie de disparition – censure invisible – les références à l'essence de l'humain et du politique, lieux de toutes les interrogations et de tous les conflits. Combien de choses de l'ordre du politique aujourd'hui traitées au *social* ou au *judiciaire?*

Dans la *censure de nature sémantique*, les mots tombent dans un *consensualisme culturellement correct*, et meurent sans combattre.

Paul Biot

(1) Monde diplomatique de décembre 2005.

(2) TV5, qui a pour enjeu le monde, semble toutefois vouloir inverser la tendance.

(3) affaire Fil-info-France contre son hébergeur Lycos.

(4) Comment un algorithme peut-il choisir les dix réponses les plus pertinentes pour une requête portant sur trois millions de pages contenant un même mot? Jean-Pierre Cloutier, le Monde diplomatique.

## Brève

### Éducation populaire: l'autre moitié de la culture

Cassandra n°63: Education populaire, avenir d'une utopie.

Depuis dix ans, *Cassandra* s'affirme en France comme le trimestriel des alternatives culturelles de l'art vivant *principe actif*, lieu de débat pour une culture qui *porte une conception exigeante du geste artistique en dehors de tout commerce*. Le dernier numéro est exemplaire: consacré à l'épopée de l'Education populaire, il rassemble près d'une trentaine d'articles évoquant cette *autre moitié de la culture*.

Foisonnant de réflexions, d'interrogations, de perspectives, c'est un *coffre au trésor où gît l'enfance de nos rêves d'aujourd'hui*, qui ont plusieurs fois frôlé l'oubli provoqué par le *grand clivage, perceptible à chaque niveau du monde culturel et artistique, qui sépare les animateurs des artistes, les amateurs des professionnels, le socioculturel de l'art... Qui sépare, en un mot, une pratique artistique populaire qui engage le groupe, (...), d'un art noble, perçu comme le fleuron culturel d'un pays, porté par des individus d'exception. Pourtant l'un ne peut exister sans l'autre. Pas de Planchon, de Mnouchkine, de Chéreau - et ici de Delcuvelierie, de Wanson, de Pousseur, de Dragone,... - sans le souffle de cette histoire collective, ce terreau saturé d'idéalisme, d'utopies, de maladdresses, de passion pour l'autre*.

Il faut lire ce numéro - comme aussi les Cahiers de l'Education permanente (1) consacré à cette même *autre moitié de la culture* - mais aussi tout *Cassandra*, qui s'appuie sur un vaste mouvement de réflexion (2) pour interroger la culture dans ses Rapports Nord-Sud, ses Nouvelles résistances artistiques, les (É)migrations, et tous les Agitateurs d'idées, de formes, de sens (3)....

Une publication d'envergure internationale qui, fait rare en France, donne place au débat culturel en CFB, et fait écho à nos États généraux de la culture, comme au *parcours d'obstacles pour Fadila Laanan* (n° 62)?

Paul Biot

Infos: lecerisier@ibelgique.com

(1) numéro 25 récemment publié chez Labor

(2) voyez le site [www.horschamp.org](http://www.horschamp.org)

(3) dans l'ordre, numéros 47, 49, 54, 60.



Depuis 1993, Culture et Démocratie rassemble des artistes et opérateurs sociaux afin de promouvoir la culture comme valeur démocratique. Médiatrice ou relais entre les secteurs culturels et associatifs, elle encourage la participation de tous à la vie culturelle.

Fondateur: Bernard Focroulle  
Président: Georges Vercheval  
Coordinatrice: Sabine Verhelst  
Collaboratrices: Lamia Mechbal, Séverine Monniez et Marie Poncin

60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles  
Tél.: 02 502 12 15 - 02 201 87 17  
Fax: 02 512 69 11  
Courriel: cultureetdemocratie@pro.tiscali.be  
Site web: www.cdkd.be  
Fortis 001-3185141-28

## Devenez Membre

Merci à tous les membres, anciens et nouveaux. Votre soutien est essentiel. Notre réseau et nos activités ne peuvent exister et se développer que grâce à vous. Les membres reçoivent le journal et sont invités aux différentes activités.

Les montants des cotisations annuelles s'élèvent à :

Cotisation individuelle:	13 €
Affiliation d'une association ou entreprise, selon ses entrées financières:	
- jusqu'à 125.000 €:	25 €
- jusqu'à 250.000 €:	125 €
- jusqu'à 1.250.000 €:	250 €
- jusqu'à 5.000.000 €:	500 €
- au-delà de 5.000.000 €:	1.250 €

à verser au compte 001-3185141-28

Ont collaboré à ce numéro:

Paul Biot, Jean Blairon, Pascale Champagne, Roland de Bodt, Hugues Delforge, Jean-Pierre Deru, Roland D'Hoop, Alain Lapiower, Marie Poncin, Pierre-Olivier Rollin, Daniel Soil, Marin Strebelle, Georges Vercheval, Sabine Verhelst et Claire Walthéry.

Imprimerie Jan Verhoeven

Éditeur responsable: Sabine Verhelst  
60 rue de la Concorde - 1050 Bruxelles



Avec le soutien du Ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles  
Direction générale de la Culture



# ÉTATS GÉNÉRAUX

## À propos des conclusions

Deux articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948 apparaissent en exergue des conclusions aux *États généraux de la culture*. La Ministre Fadila Laanan place la barre très haut: « *Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer aux progrès scientifiques et aux progrès qui en résultent* » et aussi: « *L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible* ». Un tel engagement lie la société et les personnes qui la composent.

L'introduction de la ministre a également des accents volontaires quand elle évoque le rêve d'une *société attentive* à ses artistes, d'une *société vivante* qui se donne les moyens de travailler à l'amélioration de l'individu. Elle les confirme lorsqu'elle cite la Déclaration de l'Unesco (Mexico, 1982): « *La culture donne à l'homme la capacité de réflexion sur lui-même. C'est elle qui fait de nous des êtres humains, rationnels, critiques et éthiquement engagés. C'est par elle que l'homme s'exprime, recherche inlassablement de nouvelles significations et crée des œuvres qui le transcendent.* »

Pour les États généraux, *émanciper* est donc l'objectif principal, qui doit se conjuguer avec la qualité, l'équité, la transversalité, l'interculturalité, la transparence. Comme il est annoncé que la culture doit être liée à l'action sociale et, pour un meilleur accès, associée à une participation véritable, tout est dit! Nous ne souhaitons pas autre chose... Il reste à veiller à ce que les principes restent prioritaires, qu'ils guident l'action de refondation, de réorganisation. Car si, dans leur ensemble, les conclusions ne manquent pas d'intérêt, et si elles abordent de nombreuses questions, il faudra les « digérer », traduire les intentions en langage administratif, les mettre en oeuvre. Reste aussi à ce que les moyens nouveaux envisagés (dans leur progression ambitieuse) puissent être effectivement dégagés...

Il faudra aussi se mettre - à nouveau - à l'écoute des acteurs de terrain. Un exemple parmi d'autres: l'idée de faciliter l'accès aux musées en décidant de la gratuité pour tous, un jour par mois, est en soi excellente. De même que le libre accès pour les écoles de tous niveaux. En l'occurrence, cependant, une compensation pour le prix d'entrée ne suffit pas. On sait par expérience qu'un groupe scolaire non préparé et non accompagné par une personne concernée peut parcourir un musée au pas de charge sans rien en retirer... Cette mesure ne peut donc être appliquée sans tenir compte des aspects pédagogiques, nécessairement coûteux pour des institutions souvent « à la limite » de leur équilibre financier!

Accompagné de moyens adéquats, cet élément est positif, par rapport à ce qui nous semblait une lacune dans les conclusions des États généraux: douze lignes seulement pour le retour de l'art à l'école! Comme le contrat stratégique de la Ministre de l'enseignement en disait moins encore, on pouvait désespérer mais les récentes déclarations, conjointes (1), de Marie Arena et de Fadila Laanan annonçant un partenariat concret et plus fort en « culture-école » nous redonnent l'espoir! Des écoles qui lisent, qui chantent, qui explosent de créativité pour après-demain? Pour demain peut-être? Chiche!

Georges Vercheval

(1) Cet avant-projet de décret, adopté en première lecture le 22 décembre au gouvernement, sera soumis au Parlement après avis du Conseil d'Etat et deuxième lecture. Si tout va bien, il pourrait être concrétisé pour la rentrée de septembre 2006.

## CÔTÉ « IMAGES »: MARIN STREBELLE

Marin a étudié l'illustration de 1995 à 1998 à la Cranfield University, Grande-Bretagne et a été Lauréat de la Fondation SPES en 2000. Il contribue aux pages forum de la Libre depuis 5 ans, principalement pour les thèmes de société, et apparaît dans le magazine du CDCS, « Bruxelles sous la loupe ». Ses livres, *Mon papa, le David de Donatello et moi*, *Mon papa, le petit pharaon et moi*, et *Mon papa, le St Sébastien et moi* ont été publiés aux éditions Quadri avec des textes de Ben Durant, les originaux faisant l'objet d'expositions chez Tropisme Jeunesse.

Coïncidence? Le 9 mai 2003, des membres de Culture et Démocratie, Kunst en Democratie et de la Ligue des droits de l'Homme s'exprimaient dans La Libre Belgique, en page *forum* à propos de « culture, extrême droite et populisme ». L'illustration avait été confiée à Marin Strebelle!

Tout récemment, nous avons retrouvé Marin à l'Espace de création contemporaine B.P.S. 22, à l'exposition des Prix du Hainaut.